



REPRÉSENTATION PERMANENTE
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
AUPRÈS
DE L'UNION EUROPEENNE

19521

17.1.103-E17.01.103 (mt)

Bruxelles, le 19 janvier 2010

Concerne : Document prévisionnel du Grand-Duché de Luxembourg tel que prévu par l'article 4(3) de la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE

Conformément à l'article visé en objet, je vous prie de trouver ci-après les commentaires des autorités luxembourgeoises.

Selon nos analyses, l'énergie excédentaire produite à partir de sources renouvelables par rapport à la trajectoire indicative qui pourrait être transférée à d'autres Etats membres s'avère inexistante. En effet, comme le potentiel national est largement en dessous de l'objectif contraignant national résultant de la directive 2009/28/CE, une production excédentaire n'est pas envisageable. En conséquence, il n'y a pas de possibilités de projets communs jusqu'en 2020 qui pourraient se réaliser sur le territoire du Luxembourg.

En ce qui concerne la demande en énergie produite à partir de sources renouvelables à satisfaire par des moyens autres que la production nationale jusqu'en 2020, le Luxembourg compte recourir aux mécanismes de coopération tels que prévus par la directive 2009/28/CE pour des quantités d'énergie renouvelable qui se situent entre 0,5 et 3,5 TWh.